

CONTRIBUTION AUX DÉBATS DU CDFN de février 2021

Il y a un an, nos débats du premier CDFN post-congrès, concernaient surtout les modalités de poursuite du combat contre la réforme des retraites entamée à l'automne 2019. De rares articles dans les médias commençaient à faire état d'une nouvelle maladie respiratoire contagieuse émergeant en Chine, qui n'inquiétait guère en Occident et personne n'aurait imaginé que, quelques semaines plus tard, un scénario de pandémie digne d'une dystopie deviendrait la réalité quotidienne des habitant·es de la planète, mettant en arrière plan des préoccupations de chacun·e (ou presque) les questions politiques, sans ralentir pour autant les mises en œuvre des réformes néolibérales. Ce scénario dystopique continue de s'écrire sous nos yeux et contient tous les éléments « classiques » du genre : ravages surtout chez les plus pauvres, augmentation des conflits, concentration des pouvoirs et des profits.

La dystopie au quotidien

Le rapport d'Oxfam paru ce 25 janvier vient nous rappeler que **la crise économique aggravée par la pandémie a enrichi encore une toute petite poignée de milliardaires**, en particulier en France, pendant que le reste de l'humanité s'est appauvri, et surtout les plus pauvres au départ, dont la plupart sont des femmes !

En France les 40 plus riches ont accumulé en 9 mois l'équivalent de 2 fois le budget annuel de l'hôpital public.

Alors que la question de la vaccination est centrale pour l'humanité, la petite caste des bénéficiaires des labos pharmaceutiques veut continuer à s'enrichir sur cette catastrophe. Il y a urgence à prendre toute notre place pour exiger que ces vaccins soient considérés comme des biens communs et que les brevets soient rendus publics.

Même si les migrations se sont ralenties avec les fermetures de frontières en raison de la pandémie, cela ne signifie pas que les candidat·es à l'émigration vers des cieux moins hostiles se sont raréfié·es. Les ravages environnementaux et guerres s'alimentant les uns les autres, les répressions sanglantes par des

régimes dictatoriaux cherchant à se maintenir au pouvoir, augmentent et déracinent des millions d'êtres humains.

Face à la pandémie et aux dangers engendrés par le réchauffement climatique, le capitalisme s'adapte mais ne cesse pas sa recherche effrénée de profits supplémentaires. Le dernier rapport sur le climat montre que l'année 2020 a été la plus chaude jamais mesurée : incendies, sécheresses, canicules... Qu'à cela ne tienne ! On va redéfinir les "normes" des températures de saison, pour s'adapter...

Répression et stigmatisation : les deux mamelles de l'autoritarisme

Pour faire face aux colères sociales se développant sur les injustices, des pratiques illibérales dans des états supposés être encore démocratiques se développent. Dans de trop nombreux pays du monde, **la répression des mouvements sociaux** réclamant la démocratie et la justice sociale est la première réponse du pouvoir, ainsi que **la recherche de boucs émissaires** pour détourner l'attention des citoyen·nes des vraies questions de partage des richesses et de nécessité de changement de modèle économique.

En France, les premiers boucs émissaires sont les migrant-es, traqués par le gouvernement et stigmatisés par l'extrême droite, comme l'illustre l'opération récente de Génération Identitaire dans les Pyrénées au col du Portillon. **Deux projets de loi fortement contestés sont également emblématiques de ce tandem « répression et boucs émissaires ».** Le projet de loi sur la sécurité globale, dont la discussion a débuté concomitamment à la sortie des décrets augmentant les possibilités de fichage policier y compris en raison des opinions politiques ou appartenances syndicales, vise à **l'extension de la société du contrôle et de la répression policière.** Le projet de loi « confortant le respect des principes républicains » (alias « séparatisme ») constitue, selon le rapport de la défenseure des droits, une loi fourre-tout, répressive, limitative de droits. Le texte remet en cause au fond ce qui est au principe même de la loi de 1901 à savoir la liberté d'association, et revendique par ailleurs la définition exclusive de ce que c'est que d'être républicain·e. Il vise en particulier les musulman·es et leurs associations, dans un contexte où le discours d'extrême-droite est prégnant. Mais il pourrait tout aussi bien s'appliquer à terme à des syndicats aux actions jugées anti-républicaines ! Notons que le RN, prompt à pointer les désaccords qu'il a avec ce gouvernement, ne désavoue guère ces projets de loi, et pour cause ! La surenchère sécuritaire et autoritaire est clairement envisagée pour capter l'électorat du RN aux prochaines élections présidentielles et législatives. A jouer aux apprentis sorciers, le risque est grand de voir l'extrême droite en sortir confortée.

Pas d'actes à la hauteur des urgences sociale, sanitaire, écologique

Le contexte social et économique s'aggrave de jour en jour dans le pays : augmentation du nombre de chômeurs, d'allocataires du RSA, de personnes demandant des aides alimentaires, de sans-abri. Cela est à la fois lié aux conséquences de la crise sanitaire sur les entreprises, surtout les petites, mais aussi par les effets d'aubaine qu'elle permet pour les grandes entreprises qui veulent maintenir le niveau des dividendes versés aux actionnaires, comme l'illustre sinistrement SANOFI qui, après avoir largement bénéficié du crédit impôt recherche, licencie 400 personnes en France (pour commencer) mais va verser 4 milliards de dividendes.

Néanmoins, le discours médiatique dominant en France est très axé sur la crise sanitaire et la dette publique augmentée par les mesures de soutien à l'économie. **Le gouvernement s'en sert pour masquer ses errements :** néanmoins, il ne fera pas oublier qu'il n'a pas consacré suffisamment de moyens à la prévention de la deuxième vague épidémique, qu'il gère la crise au coup par coup en sacrifiant des pans entiers de la population (la culture, la jeunesse...), qu'il est incapable de mener une stratégie vaccinale efficace : c'est un fiasco ! Les doses, commandées en nombre insuffisant, ne sont même pas là ! Le gouvernement prétend prendre des mesures pour protéger la population, mais tergiverse à prendre des décisions fortes en matière de prévention, au risque d'une explosion incontrôlable des contaminations, pourtant annoncée comme imminente dans ce cas par les épidémiologistes. Il prétend vouloir garder les écoles ouvertes dans un souci d'égalité, et on a entendu des annonces sur 12 millions de tests COVID envisagés dans l'éducation pour l'année 2021 (pour un million de personnels et 12 millions d'élèves, quand même!), mais sans personnels pour les effectuer, et sans envisager de moyens supplémentaires ou de mesures à prendre... Par ailleurs, le budget adopté en décembre au Parlement continue de mettre les services publics à la diète sévère en 2021, même le service public hospitalier, pourtant au bord de l'asphyxie.

Pire, le gouvernement continue ses réformes anti-sociales et anti-écologiques :

- maintien de deux volets de la réforme de l'assurance chômage, visant à faire baisser les indemnités versées;
- volonté réitérée d'une réforme du système de retraites, clairement conçue comme moyen de faire baisser les pensions ;
- projet Hercule de dépeçage final d'EDF en 3 entités dans une logique strictement financière, à rebours de l'intérêt général ;
- enfumage du projet de loi sur le climat, prétendument issu des travaux de la convention citoyenne pour le climat (CCC), mais dont la traduction dans le contenu est purement cosmétique et loin d'être à la hauteur des propositions de la CCC ;
- annonces de présentation prochaine du projet de loi « 4D » consacrant l'inégalité d'application de la

loi dans les territoires selon le bon vouloir du préfet, etc.

Dans l'Éducation et l'enseignement supérieur, la situation est doublement dégradée : par les politiques de Blanquer et Vidal d'une part, qui n'ont fait qu'aggraver les effets des politiques néolibérales précédentes, et par leur gestion catastrophique de la crise, qui a même été l'occasion d'accélérer leurs réformes (bac, loi LPR, entre autres). A la rentrée 2021, il faudra faire avec une hausse démographique et avec de nouvelles suppressions de postes (1883) dans le second degré, pour afficher des créations dans le premier degré, créations ciblées sur les priorités décidées par Blanquer pour mener sa politique de destruction de l'école pour toutes et tous. Rien n'a été prévu pour permettre d'accueillir les élèves par petits groupes alors qu'il était clair que l'année 2021 ne pouvait pas voir s'éteindre la pandémie comme par magie. De même, l'université est toujours au régime sec, malgré l'état catastrophique dans lequel elle se trouve et mis au grand jour par la crise sanitaire, et les établissements se font la course pour devancer les souhaits ministériels dans l'espoir de décrocher des dotations supplémentaires sur projet. Sans aucun doute pour faire des économies supplémentaires, la n-ième réforme de la FDE annoncée vise à remettre les professeur-es stagiaires à temps plein devant élèves, comme du temps de Darcos, après leur avoir fait subir deux années de précarité pendant leur master. Pour Blanquer, de toute façon, le métier s'apprend sur le tas à l'aide de fiches méthodologiques prescriptives...

Les éléments connus de la réforme annoncée de l'éducation prioritaire, et basée sur l'expérimentation cette année des contrats locaux d'accompagnement dans trois académies, **préfigurent une mise en concurrence des établissements**, qui seraient dotés sur la base d'un projet. Cette technique redoutable a déjà été expérimentée depuis 2007 dans le sup, avec à la clef une augmentation de la souffrance au travail, par effet induit de mise en concurrence interne des personnels, mais aussi un succès indéniable pour casser toute velléité d'opposition des personnels par la suite. En effet, dans un tel cadre concurrentiel, toute protestation collective bloquante ou même seulement visible devient facteur de risque d'affaiblissement de l'établissement dans la course aux financements, et donc culpabilise celles et ceux

qui se mobilisent, accusés de nuire directement à leurs collègues et élèves...

« Celui qui combat peut perdre. Celui qui ne combat pas a déjà perdu ».

En cette période, la crise sanitaire pèse lourdement sur notre capacité à mobiliser.

Pourtant, les mobilisations du 26 janvier dans l'éducation, montrent la capacité de résistance très forte qui existe dans ce secteur. Un taux de grévistes de 25 % peut sembler insuffisant, mais dans ce contexte extrêmement difficile, c'est un fort marqueur de l'attachement d'une part très importante du milieu à une politique éducative aux antipodes de celle prônée par le gouvernement. La jeunesse également commence à exprimer ses difficultés matérielles et psychologiques particulièrement accrues par la crise sanitaire.

La forte mobilisation des personnels de l'énergie ce 28 démontre que la volonté de résistance à la privatisation d'un bien commun est une réalité dans ce secteur. Il nous faut aider à porter cela plus fortement dans le discours public, pour mobiliser l'opinion publique et créer le rapport de forces.

Les luttes syndicales ne peuvent se mener que dans un cadre démocratique, sous peine de se retrouver interdites, c'est pourquoi il nous faut aussi prendre toute notre place dans les mobilisations de défense des libertés et pour la conquête des droits.

Après les mobilisations en novembre et décembre, celles du 16 et du 30 janvier contre la loi sécurité globale indiquent la persistance de l'opposition à ce texte et le développement chez les jeunes de la prise de conscience de la dangerosité de ce projet. Il s'agit de maintenir la mobilisation à un haut niveau jusqu'en mars quand la loi sera étudiée au Sénat. Il nous faut combattre vigoureusement les projets de loi sécurité globale et « séparatisme » en cours d'examen et qui portent gravement atteinte à nos libertés.

Les mobilisations féministes qui se sont maintenues en 2020 à travers le monde ont permis d'empêcher des reculs ou de faire évoluer positivement les mentalités et parfois aussi les lois (comme en Argentine). Elles sont également des points d'appui pour les mouvements sociaux, car **la prise de conscience de l'oppression et de l'exploitation patriarcale amène à remettre aussi en cause**

L'exploitation capitaliste. C'est pourquoi la journée de grève féministe du 8 mars doit être fortement portée par la fédération, dans le cadre unitaire qui la construit.

La fédération doit rester engagée sur tous les fronts : ils contribuent à construire une opposition à ce gouvernement : elle doit mener, au sein de l'intersyndicale FP et en associant les usager·es, une action pour l'ensemble des SP au printemps : le SP, notre bien commun, garant d'égalité est plus que jamais essentiel en temps de crise. Elle doit poursuivre au sein de l'interpro les actions en faveur des salarié·es et de toutes celles et tous ceux qui subissent la crise.

Dans l'éducation, il nous faut en tant que première fédération du secteur continuer à proposer des mobilisations. La politique réactionnaire et les provocations incessantes de Blanquer sont la source d'un profond mécontentement chez les collègues. Rarement un ministre de l'Education Nationale a été si impopulaire, y compris parmi les cadres de l'institution. Il nous faut nous appuyer là-dessus pour revendiquer son départ, et avancer nos exigences :

- l'aménagement des programmes et des examens pour tenir compte des effets de la pandémie. Il faut poser la question de la possibilité d'une réorganisation des apprentissages
- des moyens d'urgence et à plus long terme, pour maintenir les écoles et établissements ouverts, et résorber autant que faire se peut les inégalités scolaires, accentuées par la crise sanitaire
- des garanties pour les personnels, en terme de respect de leur temps de travail et de leurs missions,

au cas où les écoles finissent par devoir être de nouveau fermées

Nous devons également appeler nos professions à se mobiliser dans le cadre des mouvements pour le climat, de façon à alerter l'opinion et favoriser la prise de conscience de la nécessité et l'urgence du changement de modèle économique.

Même si le nouveau gouvernement états-uniens se montre bien plus conscient que le précédent des enjeux climatiques et même si une bonne nouvelle est tombée en France avec le procès de « l'affaire du siècle », où le rapporteur public conclut à la responsabilité de l'État, nous savons bien que le combat reste à mener sans relâche. Il est donc important de participer le 19 mars, journée mondiale pour le climat, aux actions qui pourraient être organisées en France.

Au delà, la participation de la FSU au collectif Plus jamais ça, qui tiendra en mai des états généraux, est une nécessité, de même qu'à l'université d'été des mouvements sociaux.

Il est essentiel que toutes les forces sociales s'unissent pour travailler à la nécessaire bifurcation, permettant de quitter la dystopie et d'aller vers l'utopie concrète démocratiquement définie.